
Politique jeunesse & travail social

Penser l'éducation populaire

Penser les politiques jeunesse ; voilà qui n'est pas nouveau. Depuis la fin des années 60, voire même un peu avant avec la République des jeunes du général De Gaulle, ce qui fut à l'origine de la création des MJC, on ne cesse de chercher comment s'occuper de notre jeunesse : la divertir, l'éduquer, la socialiser, la surveiller, la motiver, l'informer, lui trouver du travail... Car il y a plusieurs visions de cette jeunesse. Elle ne tient pas tant aux couleurs politiques, contrairement à ce que l'on pourrait croire, mais bien plus aux réalités locales.

Le seul véritable moyen de juger une politique jeunesse est de définir si elle considère les jeunes comme un problème ou une ressource.

Voilà l'objet que cette politique devra avoir, en faire le cœur de sa question, en faire le cœur de la solution.

Autre chose qu'il faut définir préalablement : qu'est-ce que la jeunesse ? Et qu'est-ce que la jeunesse en France ? Certaines villes traitent enfance et jeunesse de la même manière, ce qui est à mon avis une erreur qui peut être lourde de conséquence. D'autres villes segmentent leur politique, ce qui est bien mieux, mais point trop n'en faut non plus. La jeunesse ne peut pas être la problématique d'une direction ou d'un service unique. La jeunesse est par nature transversale et complexe. Toute politique jeunesse doit donc transcender la simple désignation d'un(e) élu(e) à la jeunesse. D'ailleurs à mon avis, nous devrions mettre fin à ce clivage que nous devons à André Malraux, et replacer jeunesse ET culture dans les mêmes délégations.

Qui s'adresse à la jeunesse ?

L'histoire des mouvements de jeunesse est passionnante et riche d'enseignement. Jusqu'à l'émergence de la prise en charge, au début des années 80, des questions de jeunesse via la décentralisation par les collectivités territoriales, c'était le monde associatif qui s'y attelait. Il s'agissait alors d'[éducation populaire](#). Du travail formidable a été fait à l'époque. Mais les enjeux étaient trop grands, et puis la fameuse crise associative est passée par là, avec des jeunes qui ne cherchaient pas forcément à reproduire le modèle des générations précédentes, sans parler des différences culturelles. Le baby-boom, l'immigration, et surtout les concentrations urbaines démentielles rendaient caduque toute tentative éducative globale. C'est à cette époque que l'on glisse lentement vers le jeune en tant que source de problèmes. Et nous y sommes encore... 25 ans de politique de la Ville, 25 ans d'échec...

Les associations rencontrent les plus grandes difficultés de financement, d'autonomie, de recrutement, de portage du projet associatif. Et les municipalités en créant les nombreux services jeunesse ne contribuèrent pas à une lecture simple de qui devait intervenir sur quoi et auprès de qui. Sans parler là aussi, et bien plus encore que dans les associations, des problèmes de recrutement.

La politique des grands-frères a occasionné, et occasionne encore dans quelques endroits, bien des dégâts. On en revient maintenant, tentant de trouver un équilibre entre action associative et participative, et action publique. Cette dernière s'articulant autour de l'action locale et de l'action de l'Etat, ce qui bien sûr ne rend pas les choses très simples... A mon avis, le juste équilibre se place dans une dynamique de soutien et d'accompagnement aux associations, ne fût-ce que pour une seule et unique

raison : si les élus locaux sont un des pendants de la démocratie, la participation citoyenne en est un autre. Ce qui suppose donc pour les collectivités de soutenir financièrement la vie associative au premier chef pour cette fonction démocratique. Qu'ensuite on évalue et contractualise bien sûr, il ne s'agit pas de dilapider l'argent public, mais l'intervention territoriale trouve vite ses limites et ne peut se passer du soutien de ses administrés.

Bref, créer une politique jeunesse est complexe. Trop complexe pour être expliquée ici, ni même dans la totalité des pages qui suivent. Mais je peux vous en donner un aperçu. Voire même vous en donner [quelques critères](#) à mon sens incontournables. Notre jeunesse ne cesse de muter à la vitesse à laquelle notre propre société mute également ; et cette vitesse devient considérable, vous mesurez donc le challenge que représente, mine de rien, la création et la conduite d'une politique jeunesse ! Anticiper le futur, fondement même de toute politique, devient très complexe...

A propos de politique justement, cette définition de Jacques Rancière¹ :

"Il y a politique non pas lorsqu'il y a le choix entre des réponses proposées, mais lorsqu'il y a intervention d'une question que personne ne posait ; non pas lorsque s'expriment des groupes bien identifiés, des partenaires reconnus comme tels, mais lorsque apparaissent des interlocuteurs inédits, des êtres sans qualité qui troublent le cours des choses en portant sur la place publique des objets de litige."

Cette définition d'une lucidité et d'une intelligence étonnante résume assez bien ce que doit être une structure de quartier, particulièrement un centre social. Cette définition devrait faire partie de celle de l'animation globale telle que définie par les CAF, car elle résume ce que doivent être la consultation, la participation et le développement territorial. Il serait d'ailleurs temps que la Fédération des Centres Sociaux s'en empare et comprenne qu'elle ne survivra (car il en va ces derniers temps de la pérennité de la prestation de service CAF) qu'à la condition de faire valoir le poids réel des habitants (et non pas uniquement des usagers ou des adhérents) à qui le centre social rend service sur un territoire non pas défini par des politiques ou des techniciens, mais sur un territoire vécu dont la carte reste trop souvent à dessiner.

Rares sont les administrateurs, les professionnels ou les élus qui savent définir un centre social, qui savent définir cette affirmation souvent entendue : *"le centre social ne peut pas disparaître du quartier"*. Aucune évaluation ne pourra égaler la participation directe et massive des habitants. Pour cela, **un centre social se doit d'être pertinent dans ses réponses, et impertinent dans ses questions.**

Cet étrange enchevêtrement constitué de diverses politiques (municipale, territoriale, de la ville...), de vie associative, de pratiques du travail social et de réalité de terrain enserme maintenant l'éducation populaire. Depuis presque vingt ans des choses évoluent parfois. Mais trop souvent, on voit surtout des erreurs sans cesse répétées. Aux professions historiques (assistants sociaux, éducateurs, animateurs) s'en sont associés d'autres, nouvelles ou pas. Certaines très (trop ?) proches du terrain ; d'autres bien à l'abri dans des bureaux, des services, des bâtiments et parfois même derrière des accueils sécurisés (contrairement à ce qu'on pourrait croire de prime abord, je ne parle pas que des fonctionnaires !).

Les dispositifs bien souvent territoriaux s'empilent les uns sur les autres avec une quasi absence de lisibilité... Dans ce fatras, chacun protège sa boutique et revendique sa vérité ; oubliant trop souvent que la vérité n'est qu'un patchwork dont chacun possède un bout, y compris les habitants fragilisés des quartiers populaires. Tout cela produit des expériences intéressantes, mais bien trop souvent des incohérences et des communautés épistémiques qui nuisent à l'action.

¹ Professeur émérite au département de philosophie de l'Université de Paris VIII. Il a animé la revue Les Révoltes logiques de 1975 à 1985. Il a publié notamment La Nuit des prolétaires (Fayard, 1981), Le Philosophe et ses pauvres (Fayard, 1983) ; La Mésentente. Politique et philosophie (Galilée, 1995), Aux bords du politique (La Fabrique, 1998), Le Partage du sensible. Esthétique et politique (La Fabrique, 2000), La Fable cinématographique (Seuil, 2001), Malaise dans l'esthétique (Galilée, 2004), La Haine de la démocratie (La Fabrique, 2005).